



**PLAN D'ACTION NATIONAL POUR LE
RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA
REDUCTION DES RISQUES ET LA PREPARATION A
LA REPONSE AUX URGENCES AU BURKINA FASO**

2016-2020

Version finale
Juillet 2015

Structure du Plan d'action national

Note introductive.....	3
Priorité 1: Compréhension des risques de catastrophe.....	8
Priorité 2: Renforcer la gouvernance et les institutions pour la gestion des risques de catastrophe	11
Priorité 3 : Investir dans la résilience économique, sociale, culturelle et environnementale	14
I. Intégration de la RRC dans la planification nationale et sectorielle au développement.....	14
II. Intégration de la RRC dans le système de l'éducation à tous les niveaux.....	15
III. Intégration de la RRC dans le système de santé publique	18
IV. Intégration de la RRC dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.....	19
V. Intégration de la RRC dans le secteur de l'agriculture, l'élevage, la sécurité alimentaire	20
VI. Intégration de la RRC dans l'aménagement du territoire, l'urbanisme et la construction	21
VII. Les femmes, agents de changement pour la réduction des risques de catastrophe.....	22
Priorité 4 : Améliorer la préparation pour une réponse efficace, assurer le relèvement et la reconstruction au mieux.....	25
Liste des acronymes.....	30

Note introductive

Le défi : Le Burkina Faso, un pays affecté par des catastrophes

Le Burkina Faso est un pays régulièrement affecté par différents types de catastrophes dont l'impact croît en force au fil du temps. A titre d'exemple, les inondations de 2009 ont touché 11 des treize régions que compte le pays, avec un bilan de 119.356 sinistrés, 46 morts, 63 blessés et un disparu. Le coût des dommages a été évalué à environ 46 milliards de Francs CFA (102 millions de dollars US) et les besoins pour la reconstruction à 266 milliards de Francs CFA (120 millions de dollars US)ⁱ.

Situé dans la région du Sahel, le Burkina Faso se voit également touché par d'importantes sécheresses. Il est estimé qu'environ 2,8 millions de burkinabè ont souffert de la sécheresse de 2012ⁱⁱ. Corollaire de ce type de risque, l'insécurité alimentaire et la malnutrition affectent une importante partie de la population : 1,7 million de personnes était en insécurité alimentaire en 2013, tandis que 430.000 connaissaient des problèmes de malnutrition aigüe modérée et 100.000, de malnutrition aigüe sévèreⁱⁱⁱ.

De manière générale, la population du Burkina Faso est caractérisée par une importante vulnérabilité : le taux moyen de la population qui se place sous le niveau de pauvreté défini au niveau international (1.25 USD/ jour) était estimé à 44.6% pour la période 2007 à 2011^{iv}, le Burkina se plaçant dans la catégorie des pays les moins avancés (au niveau 181 des 187 pays évalués par l'Indice de Développement Humain, 2014^v).

Les capacités existantes : Le Burkina Faso renforce ses capacités pour mieux gérer les risques

Compte tenu de cette grande vulnérabilité du pays face aux risques de catastrophes d'origines naturelle et anthropique (y compris des risques associés à la variabilité et le changement climatique), le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, a initié un certain nombre d'activités en vue de réduire ces risques et se préparer aux urgences. Le Burkina Faso est partie prenante au **Cadre d'Action de Sendai (CAS) 2015-2030**.

De manière générale, la situation de la réduction des risques de catastrophes a connu de nettes améliorations depuis environ une dizaine d'années. En témoigne l'initiative prise par les autorités nationales en vue d'ériger la problématique de la réduction des risques (RRC) comme priorité nationale notamment par la mise en œuvre d'un cadre institutionnel adéquat favorisant la participation des communautés et des autorités locales à travers une structuration décentralisée. La création du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) s'inscrit dans cette logique. Le CONASUR est une structure de coordination nationale avec des démembrements à tous les niveaux administratifs (régions, départements, provinces, villages). Il joue aussi le rôle de secrétariat de la Plateforme Nationale pour la RRC.

L'appropriation nationale de la thématique RRC au Burkina Faso se traduit aussi par la mise en place d'un cadre législatif et stratégique à travers la Loi 012/ 2014 relative à la prévention et de gestion des risques, des crises humanitaires et des catastrophes. Une Stratégie nationale de prévention et de gestion des risques, des crises humanitaires et des catastrophes (2013-2017) vise à doter le pays d'institutions et d'outils pertinents de prévention et de gestion des catastrophes et crises humanitaires.

Afin de mieux répondre aux éventuelles catastrophes, le Burkina Faso s'est doté par un certain nombre de systèmes d'alerte précoce et d'information sur des risques comme par exemple pour la sécurité alimentaire, la santé, l'environnement. Avec l'appui de la Banque Mondiale, le Gouvernement Burkinabè se dote d'un système intégré d'information et de surveillance des risques de catastrophe au niveau national et local. A travers la mise en place de dispositifs de collecte et d'archivage systématique et centralisé de l'information sur les aléas et les vulnérabilités,

cette initiative permettra une meilleure prise en compte des risques pour la planification des mesures de développement au niveau national, local et sectoriel.

Le Burkina Faso a aussi pris des dispositions pour l'instauration d'une culture de la résilience notamment à travers des formations professionnelles et universitaires et à travers l'organisation des événements de sensibilisation du public, comme par exemple à travers la célébration de la Journée Nationale pour la RRC. Cependant, l'intégration de la thématique RRC au niveau du système éducationnel et dans la formation des enseignants, ainsi que la mise en place des mesures de préparation à la réponse dans les écoles, restent à être mis en place d'une manière systématique.

Les graves inondations de septembre 2009 ont eu comme conséquence positive l'amélioration de la prise de conscience la nécessité de la réduction des facteurs de risque sous-jacents. Ceci nécessite le renforcement des politiques et mécanismes pour la RRC à travers le transfert des risques, la gestion durable des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique.

Sur le plan de la préparation à la réponse aux catastrophes, le Burkina Faso s'est doté des capacités importantes au niveau législatif, institutionnel, de planification à la réponse, ainsi qu'au niveau des compétences techniques. Ceci est témoigné par l'élaboration d'un Plan de contingence national et, plus récemment, des plans régionaux, l'élaboration de la stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes et la Loi 012/ 2014, la rédaction d'une Politique nationale de protection civile et d'un plan ORSEC, l'organisation d'exercices de simulations, y compris en partenariat avec des pays tiers.

Le Plan d'action national pour le renforcement des capacités pour la réduction des risques des catastrophes (2016-2020)

Les capacités existantes mentionnées ont été mises en évidence lors de l'évaluation nationale des capacités en matière de réduction des risques de catastrophes et de préparation à la réponse aux catastrophes menée par le Gouvernement burkinabè et le Système des Nations Unies en Octobre 2014. L'évaluation a permis l'articulation d'une série de recommandations sur les actions prioritaires à mener afin de renforcer ces capacités existantes et de mobiliser les capacités nécessaires pour combler les lacunes. Le Rapport final d'évaluation a été validé par les autorités et leurs partenaires en Mars 2015 [Voir « **RAPPORT D'EVALUATION DES CAPACITES NATIONALES POUR LA REDUCTION DES RISQUES, LA PREPARATION ET LA REPONSE AUX URGENCES AU BURKINA FASO** »].

L'évaluation des capacités nationales a donné suite à l'élaboration du **Plan d'action national pour le renforcement des capacités pour la réduction des risques des catastrophes (2016-2020)**. Le Plan d'action sert comme cadre pour la mise en œuvre de dispositions prévues par le Cadre International pour la Réduction des Risques de Catastrophe Sendai (2015-2030) dont le Gouvernement Burkinabè est signataire et qui fait suite au Cadre d'Action de Hyōgo (2005-2015) [Voir : http://www.wcdrr.org/uploads/Sendai_Framework_for_Disaster_Risk_Reduction_2015-2030.pdf].

Le défi du renforcement de capacités à tous les niveaux (stratégique, technique – matériel, humain et financier), dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe et de la préparation et la réponse aux urgences, reste toujours actuel. C'est ainsi que le **Plan d'action national** se propose comme objectif principal :

« A travers la mise en œuvre des actions prioritaires prévues par le Plan d'Action National, le Burkina Faso vise à parvenir à une réduction substantielle des pertes et des risques liées aux catastrophes en termes de vies humaines, d'atteintes aux moyens de subsistance et à la santé des personnes, et d'atteintes aux biens

économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises et des collectivités. »

Pour atteindre ce but, le Burkina Faso s'engage à renforcer ses capacités de mise en œuvre des actions regroupées en quatre priorités.

Priorité 1: Comprendre les risques de catastrophe

Résultat attendu : Les politiques et pratiques pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe au Burkina Faso sont fondées sur une compréhension des risques de catastrophe dans toutes ses dimensions (la vulnérabilité, la capacité et l'exposition des personnes et des actifs, les aléas et l'environnement).

Priorité 2: Renforcer la gouvernance et les institutions pour gérer les risques de catastrophe

Résultat attendu : Le Burkina Faso s'est doté d'un système de gouvernance de la gestion des risques de catastrophe pour la prévention, la préparation, les interventions et le relèvement qui est basé sur la collaboration et le partenariat entre les institutions afin de faciliter la mise en œuvre effective des mesures pertinents aux risques de catastrophe

Priorité 3 : Investir dans la résilience économique, sociale, culturelle et environnementale

Résultat attendu : L'investissement public et privé dans la prévention des catastrophes et de réduction des risques au Burkina Faso se fait à travers une approche intégrée des mesures structurelles et non structurelles de développement au niveau de tous les secteurs prioritaires afin de renforcer la résilience économique, sociale, culturelle des personnes, des communautés, et de leurs actifs.

Priorité 4 : Renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction

Résultat attendu : Le Burkina Faso a mis en place des capacités adéquates pour renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction.

Le graphique suivant résume la structure du Plan d'action national.

Processus d'élaboration du Plan d'action

L'élaboration du Plan d'action s'est basée sur :

- les recommandations du Rapport de l'évaluation de capacités nationales en matière de RRC et PRU validées par le Gouvernement Burkinabé à travers un processus multisectoriel et inter-agence d'évaluation des capacités (Octobre 2014 – Février 2015) et un atelier national de validation (3-4 Mars 2015);
- une série des rencontres avec les structures gouvernementales et non gouvernementales (PTF, SNU, etc.) dont les interventions participent directement ou indirectement à la RRC et la PRU afin de collecter leurs documents de planification, plans d'action, documents de projets, etc. (13-24 Octobre 2014 et 2-13 Mars 2015);
- élaboration d'une Version 0 (datée 30 Mars 2015) du Plan d'action national au sein d'un groupe de travail réunissant les principaux acteurs en RRC et PRU lors d'un atelier national de deux jours (12-13 Mars 2015);
- la révision de la Version 0 par toutes les institutions impliquées et la consolidation des contributions complémentaires dans une Version 1 (25-26 Juin 2015) ;
- la finalisation de la Version 0 en vue de l'atelier de validation par le SP/CONASUR, l'équipe CADRI et le SNU (07-08 Juillet 2015) ;
- la validation de la Version 1 à travers un atelier national (09 Juillet 2015), la consolidation des contributions apportées lors de l'atelier dans une Version finale (datée du 22 Juillet 2015).

PLAN D'ACTION NATIONAL POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA REDUCTION DES RISQUES ET LA PREPARATION A LA REPOSE AUX URGENCES AU BURKINA FASO (2016-2020)

Objectif

A travers la mise en oeuvre des actions prioritaires prévues par le Plan d'Action National, le Burkina Faso vise à parvenir à une réduction substantielle des pertes et des risques liés aux catastrophes en termes de vies humaines, d'atteintes aux moyens de subsistance et à la santé des personnes, et d'atteintes aux biens économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises et des collectivités.

Pour atteindre ce but, le Burkina Faso prévoit renforcer les capacités de mise en œuvre des actions regroupées en quatre priorités:

Priorité 1: Comprendre les risques de catastrophe

- Résultat attendu : Les politiques et pratiques pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe (y compris les risques associés à la variabilité et changement climatiques) au Burkina Faso sont fondées sur une compréhension des risques de catastrophe dans toutes ses dimensions (la vulnérabilité, la capacité et l'exposition des personnes et des actifs, les aléas et l'environnement).

Priorité 2: Renforcer la gouvernance et les institutions pour la gestion des risques de catastrophe

- Résultat attendu : Le Burkina Faso s'est doté d'un système de gouvernance de la gestion des risques de catastrophe pour la prévention, la préparation, la réponse et le relèvement qui est basé sur la collaboration et le partenariat entre les institutions afin de faciliter la mise en œuvre effective des mesures pertinentes aux risques de catastrophe (y compris les risques associés à la variabilité et changement climatiques)

Priorité 3 : Investir dans la résilience économique, sociale, culturelle et environnementale

- Résultat attendu : L'investissement public et privé dans la prévention des catastrophes et de réduction des risques au Burkina Faso se fait à travers une approche intégrée des mesures structurelles et non structurelles de développement au niveau de tous les secteurs prioritaires afin de renforcer la résilience économique, sociale, culturelle des personnes, des communautés, et de leurs actifs.

Priorité 4 : Améliorer la préparation pour une réponse efficace, assurer le relèvement et la reconstruction au mieux

- Résultat attendu : Le Burkina Faso a renforcé l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction.

Priorité 1: Comprendre les risques de catastrophe

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
Priorité 1: Comprendre les risques de catastrophe										
Résultat attendu : Les politiques et pratiques pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe au Burkina Faso sont fondées sur une compréhension des risques de catastrophe dans toutes ses dimensions (la vulnérabilité, la capacité et l'exposition des personnes et des actifs, les aléas et l'environnement).										
1.1 Les rôles et les responsabilités des institutions mandatées pour l'identification, l'analyse et le suivi régulier des risques (y compris les risques associés à la variabilité et changement climatiques) sont clairement définis et la coordination interinstitutionnelle est effective	1.1.1 Organiser 05 ateliers de concertation pour la définition des rôles et responsabilités des intervenants, du mécanisme de coordination, et de la méthodologie pour l'identification et l'analyse des risques de catastrophes	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, Collectivités territoriales, SP/CONEDD, Universités et Instituts de recherche, PTF, Croix Rouge	X	X				6.900.000 FCFA ou 13 800 dollars	
	1.1.2 Recenser les institutions sensées générer de l'information sur le risque (y compris les risques associés à la variabilité et au changement climatique)	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, SP/CONEDD, 2IE, UICN, IGED D, MRA, Collectivités territoriales, LNBTP, IGB, INSD, PTF	X						15 033 083 CFA ou 30 067 dollars
1.2 Une méthodologie commune et des outils de travail pour l'évaluation des risques sont opérationnels afin de faciliter la collecte, l'analyse, l'interprétation, la diffusion, l'utilisation de l'information sur les risques	1.2.1 Renforcer les capacités techniques des diverses structures nationales (niveaux central et décentralisé) dans le domaine de la collecte, l'analyse, l'interprétation, la diffusion, l'utilisation des données et la cartographie à travers 02 sessions de formation et 01 voyage d'étude	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, SP/CONEDD, 2IE, UICN, IGED D, MRA, Collectivités territoriales, LNBTP, IGB, INSD, PTF		X	X	X		10 000 000 FCFA ou 20.000 dollars	
	1.2.2 Développer un programme/ application en ligne pour l'évaluation des risques, la centralisation des données, la production et la mise à jour du profil de risque du Burkina Faso (Equipement)	SP/CONASUR	ANPTIC, ONATEL, ARCEP, Sociétés téléphoniques, PTF		X	X			25 000 000 FCFA ou 50.000 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
	1.2.3 Assurer l'équipement (hardware, software, licences, etc.) et la formation du personnel pour la gestion, le maintien du programme/l'application en ligne et les simulations (projections) pour divers types des risques et de systèmes.	SP/CONASUR	ANPTIC, ONATEL, ARCEP, Sociétés téléphoniques, PTF		X	X	X	X	PM	
1.3 Un système d'information/ base de données centrale sur les risques et les dommages et les pertes est mis en place	1.3.1 Mettre en place le système d'information/base de données intégré sur les risques de catastrophes, y compris les risques liés au changement climatique, à l'aide d'une base de données virtuelle, pour y cataloguer toutes les évaluations de risques et l'information relative aux risques.	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels,SP/CONEDD,2IE,UI CN,IGEDD,MRA,Collectivités territoriales, démembrements du CONASUR, LNBTP,IGB,INSD,PTF,WASC AL	X	X				10 000 000 FCFA ou 20 000 dollars	
	1.3.2 Consolider la base de données sur les risques, les pertes et dommages, ainsi que le programme/l'application en ligne pour l'évaluation de risque dans un Observatoire National du Risque pour le Burkina Faso	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels,SP/CONEDD,2IE, UICN,IGEDD,MRA,démembrements du CONASUR, LNBTP,IGB,INSD,PTF,WASC AL	X	X	X	X	X	72 150 000 CFA ou 144 300 dollars	
1.4 Un profil national de risques au Burkina Faso est élaboré et mis à jour régulièrement afin de faciliter la planification au niveau national et local sur la base de l'information sur les risques dans le pays	1.4.1 Effectuer un état des lieux en matière d'information sur les risques (Consultant et atelier de validation)	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels,SP/CONEDD,2IE, UICN,IGEDD,MRA,démembrements du CONASUR, LNBTP,IGB,INSD,PTF,WASC AL,BUNASOL		X				17 000 000FCFA ou 34 000 dollars	
	1.4.2 Effectuer une étude en vue d'évaluer les risques multi-aléas pour produire le «Profil national de risques au Burkina Faso». (Consultant et atelier de validation)	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels,SP/CONEDD,2IE, UICN,IGEDD,MRA,démembrements du CONASUR, LNBTP,IGB,INSD,PTF,WASC AL,BUNASOL		X				17 000 000FCFA ou34 000 dollars	
1.5 L'échange et la diffusion de l'information sur les risques se font d'une manière coordonnée,	1.5.1 Assurer la dissémination de l'information sur les risques de catastrophes auprès des décideurs politiques (ministres, parlementaires, autorités locales) et les	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels,SP/CONEDD,2IE,UI CN,IGEDD,MRA,Collectivités territoriales,		X	X	X	X	44 120 000 FCFA ou 88 240 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
régulière et en libre-accès	autres intervenants dans la planification et la mise en œuvre des mesures pour la RRC et la PRU (01 rencontre d'information/sensibilisation, 02 plaidoyers et en assurant l'accès en ligne aux informations.)		LNBTP,IGB,INSD,PTF,BUNAS OL,WASCAL							
1.6 Le personnel technique au niveau des ministères est sensibilisé aux concepts de risques	1.6.1 Organiser des formations en RRC pour les membres de la Plateforme Nationale et leur assurer l'accès aux opportunités de formation au niveau régional (4 ateliers de formation, 1 atelier de formation des formateurs, frais de participation à 03 ateliers régionaux)	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, SP/CONEDD, 2IE, UICN, IGEDD,MRA,Collectivités territoriales, LNBTP,IGB,INSD, PTF, BUNASOL, WASCAL, PTF, MEF		X	X	X	X	26 600 000FCFA ou 53.200 dollars	
	1.6.2 Organiser un atelier de sensibilisation des membres du conseil municipal de Ouagadougou à l'adhésion à la campagne mondiale «Change ta ville»/«Les villes sûres».	SP/CONASUR	Commune de Ouagadougou	X					2000 000CFA ou 4000 dollars	
1.7 Les journalistes sont sensibilisés et formés afin de mieux disséminer l'information sur la RRC	1.7.1 Organiser 02 sessions de sensibilisation et de formationsur la RRC pour les journalistes	SP/CONASUR	ACGRC/BF		X		X		FCFA ou 4 000 000 8 000 dollars	
1.8 Le grand public, y compris les groupes et les communautés les plus vulnérables, est informé des risques de catastrophe et sensibilisé sur la réduction des risques, la prévention et la préparation	1.8.1 Produire des outils de communication et de sensibilisation (audiovisuels, écrits) sur la RRC au profit des communautés.	SP/CONASUR	PTF, agences de communication		X	X	X	X	20 000 000 FCFA ou 40 000 dollars	
	1.8.2 Mener des campagnes IEC/CCC régulières à tous les niveaux en utilisant les médias (TV, Radios, Journaux), théâtres forumau profit des communautés.	SP/CONASUR	PTF, autorités locales, Médias		X	X	X	X	20 000 000 FCFA ou 40 000 dollars	
Budget total pour la Priorité 1.									274770 000 FCFA ou 549 540 dollars	15 033 083 FCFA ou 30 067 dollars

Priorité 2: Renforcer la gouvernance et les institutions pour la gestion des risques de catastrophe

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
Priorité 2: Renforcer la gouvernance et les institutions pour la gestion des risques de catastrophe										
Résultat attendu : Le Burkina Faso s'est doté d'un système de gouvernance de la gestion des risques de catastrophe pour la prévention, la préparation, des interventions et le relèvement qui est basé sur la collaboration et le partenariat entre les institutions afin de faciliter la mise en œuvre effective des mesures pertinentes aux risques de catastrophe										
2.1 Le cadre législatif et normatif national pour la réduction des risques de catastrophe et la préparation à la réponse est renforcé	2.1.1 Relire la Loi 12/2014 et ses actes d'application en adéquation avec le Cadre International pour la Réduction des Risques de Sendai (2015-2030).	SP/CONASUR	Assemblée Nationale, MATDS, SG/GCM, PTF				X		2 000 000 FCFA ou 4 000 dollars	
	2.1.2 Mettre en place un réseau de parlementaires chargé de la RRC.	Assemblée Nationale	SP/CONASUR	X					PM	
	2.1.3 Organiser des visites de partage d'expérience avec d'autres réseaux parlementaires.	Assemblée Nationale	SP/CONASUR	X	X	X	X	X	PM	
	2.1.4 Adopter des textes réglementaires relatifs à la mise en place du Fonds National de prévention et de Gestion des risques de Catastrophes (FONAGEC)	SP/CONASUR	Assemblée Nationale, membres statutaires du CONASUR	X					6 600 000 FCFA ou 13 200 dollars	
	2.1.5 Adopter une Politique Nationale pour la Réduction des Risques de Catastrophes en adéquation avec le Cadre International pour la Réduction des Risques de Sendai (2015-2030) (Consultant, atelier de validation)	SP/CONASUR	Membres statutaires du CONASUR, PTF		X	X			15 000 000 FCFA ou 30 000 dollars	
	2.1.6 Relire la Stratégie Nationale de la Réduction des Risques de Catastrophes en adéquation avec le Cadre International pour la Réduction des Risques de Sendai (2015-2030).	SP/CONASUR	Membres statutaires du CONASUR, PTF et ONG		X	X				15 047 520 FCFA ou 30 095 dollars
	2.1.7 Renforcer la synergie d'actions entre « l'adaptation aux changements climatiques » et « la prévention des risques et gestion des catastrophes » dans la Politique et la Stratégie.	SP/CONASUR	SP/CONEDD, PTF, ONG, CILSS, UICN, WASCAL		X	X			PM	
2.2 Un Plan d'action national pour la réduction des risques et	2.2.1 Adopter un Plan d'action national pour la réduction des risques de catastrophes (2016-2020)	SP/CONASUR	Membres statutaires du CONASUR, PTF,	X					15 000 000 FCFA ou 30 000	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
la préparation à la réponse guide tous les efforts au niveau national pour la mise en œuvre de mesures pour la RRC d'une manière cohérente et coordonnée			ONG, Organisations internationales, Associations, Universités et instituts de recherche							dollars
	2.2.2 Mettre en place au sein de la structure de coordination une équipe multisectorielle chargée du suivi de la mise en œuvre du Plan et de sa mise à jour régulière.	SP/CONASUR	Membres statutaires du CONASUR, PTF	X	X	X	X	X	5 000 000FCFA ou 10 000 dollars	
	2.2.3 Vulgariser l'ensemble des textes adoptés (Traduction, reproduction et diffusion)	SP/CONASUR	PTF, ONG, ACGR/CF	X	X				10 000 000FCFA ou 20 000dollars	
2.3 Une structure organisationnelle nationale assure efficacement la coordination de la réduction des risques de catastrophe	2.3.1 Doter le mécanisme de coordination interinstitutionnel et multisectoriel pour la RRC en ressources matérielles, financières et humaines pour bien mener les activités de coordination	MEF	SP/CONASUR, PTF, ONG, SNU		X	X	X	X	2 000 000 000FCFA ou 4 000 000 dollars	
	2.3.2 Assurer une bonne coordination entre le SP/CONASUR et les institutions en charge de la préparation à la réponse aux urgences et celles chargées du changement climatique.	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, SP/CONEDD, CILSS, UICN, PTF, ONG		X	X	X	X	PM	
	2.3.3 Organiser 02 rencontres de concertation par ande la Plateforme Nationale avec la participation de tous les acteurs de la RRC	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, ONG, SNU		X	X	X	X	5 000 000 FCFA ou 10 000 dollars	
2.4 Des structures organisationnelles décentralisées/déconcentrées assurent la coordination de la réduction des risques de catastrophe efficacement	2.4.1 Renforcer les capacités opérationnelles des points focaux RRC	SP/CONASUR	Démembrements du CONASUR		X				34 800 000 FCFA ou 69 600 dollars	
2.5 La réduction des risques de catastrophe reçoit le financement nécessaire	2.5.1 Evaluer le niveau actuel de contribution (i) du budget national consacré aux activités de RRC dans les divers secteurs ; et (ii) à travers des programmes et projets financés par les partenaires techniques et financiers, ONG, etc. (Consultant, atelier de restitution)	SP/CONASUR	Tous les Ministères, PTF, ONG		X				7 000 000 FCFA ou 14 000 dollars	
	2.5.2 Entreprendre une revue des programmes et plans d'action de développement sectoriels – y compris le	SP/CONASUR	Tous les Ministères, PTF,		X				7 000 000 FCFA ou 14 000 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
	financement alloué – au sein des différents ministères afin d'identifier les activités qui contribuent à la réduction des risques de catastrophes. (Consultant, atelier de restitution)		ONG							
	2.5.3 Entreprenre une revue des divers projets et programmes financés par les partenaires à la coopération internationale dans les domaines de la réduction des risques, adaptation au changement climatique, sécurité alimentaire, protection de l'environnement, résilience, etc. (Consultant, atelier de restitution)	SP/CONASUR	Tous les Ministères, PTF, ONG		X				7 000 000 FCFA ou 14 000 dollars	
	2.5.4 Mettre en place un cadre de concertation de tous les partenaires techniques et financiers présents au Burkina Faso afin de discuter des modalités de collaboration et de financement des activités de réduction des risques de catastrophes	DGCOOP/MEF	SP/CONASUR, PTF, ONG, SNU						PM	
	2.5.5 Mobiliser les ressources pour alimenter une partie du fonds de prévention de risques de catastrophes (Gala, tables rondes)	SP/CONASUR	MEF, PTF, ONG, Secteur privé, SNU		X	X	X	X	4 000 000 FCFA ou 8 000 dollars	
Budget total pour la Priorité 2.									2 109 400 000 FCFA ou 4 218 800 dollars	30 047 520 FCFA ou 60 095 dollars

Priorité 3 : Investir dans la résilience économique, sociale, culturelle et environnementale

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
Priorité 3 : Investir dans la résilience économique, sociale, culturelle et environnementale										
Résultat attendu : L'investissement public et privé dans la prévention des catastrophes et de réduction des risques au Burkina Faso se fait à travers une approche intégrée des mesures structurelles et non structurelles de développement au niveau de tous les secteurs prioritaires afin de renforcer la résilience économique, sociale, culturelle des personnes, des communautés et de leurs actifs.										
I. Intégration de la RRC dans la planification nationale et sectorielle au développement										
3.1 La réduction des risques (y compris des risques climatiques) est intégrée d'une manière explicite dans la stratégie nationale du développement	3.1.1 Organiser une session de formation de 60 participants issus des ministères en charge du développement et/ou la révision des stratégies, politiques et programmes sectoriels pour la prise en compte de la problématique de la réduction des risques (« main streaming ») dans la SCADD (2015-2020)	SP/ CONASUR	SNU, IGEDD, BM, UE, CEDEAO, CILSS, BAD, HCR, Croix-Rouge, SPONG, les ministères concernés	X					10 800 000 FCFA ou 21 600 dollars	
3.2 La réduction des risques (y compris des risques climatiques) est intégrée d'une manière explicite dans les plans de développement locaux	3.2.1 Renforcer la résilience des communautés locales à travers l'intégration des actions de réduction des risques de catastrophes, y compris les risques associés à la variabilité et au changement climatique, dans les programmes de développement communautaires en cours. (Consultants, élaboration de PCD/PRD, mise en place comité technique)	SP/CONASUR	DGPC, Collectivités territoriales, démembrements du CONASUR, SPONG, SP/CONEDD		X	X	X	X	2 241 200 000 FCFA ou 4 482 400 dollars	
3.3 La réduction des risques (y compris des risques climatiques) est intégrée d'une manière explicite dans les plans sectoriels	3.3.1 Renforcer la capacité des institutions nationales de planification à travers la mise en place d'un programme de formation et le développement d'outils méthodologiques dans le domaine de l'intégration (« main streaming ») de la réduction des risques de catastrophes dans les programmes et plans d'action de développement sectoriels (Consultant, atelier de formation)	SP/CONASUR	Les ministères concernés, PNUD, BM, UE, UNICEF, BAD, CEDEAO, CILSS, PLAN-Burkina, SP/CONEDD		X	X			4.200.000 FCFA ou 8 400 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
	3.3.2 Relire les politiques, stratégies et plans sectoriels (agriculture, élevage ; gestion des ressources en eau ; etc.) afin d'y intégrer la réduction des risques de catastrophes, y compris les risques associés à la variabilité et au changement climatique	SP/CONASUR	Les ministères concernés, PNUD, BM, UE, UNICEF, BAD, CEDEAO, CILSS, PLAN-Burkina, SP/CONEDD		X				PM	
	3.3.3 Reproduire les PCD, les PRD et leurs guides	SP/CONASUR	MATD/ Collectivités territoriales						24 570 000 FCFA ou 49 140 dollars	
II. Intégration de la RRC dans le système de l'éducation à tous les niveaux										
3.4 Garantir que les établissements scolaires sont surs (CSS1)	3.4.1 Identifier et faire une évaluation multirisque des écoles	DAMSSE/MENA	SP/CONASUR, ME, SS, MJFPE, IGB, INSD, Ministère en charge des infrastructures, les ONG		X				30 000 000 FCFA ou 60 000 dollars	
	3.4.2 Relire la loi/ textes d'application, le code et/ ou les normes de construction des écoles afin de garantir la construction sûre des écoles.	DAMSSE	Ministère en charge des infrastructures, MENA, MESS, MJFPE, INSD, les ONG, UNICEF, ONU-Habitat, PLAN-Burkina, HCR, Ordre des architectes		X				6 000 000 FCFA ou 12 000 dollars	
3.5 La gestion des catastrophes dans les écoles (CSS2)	3.5.1 Renforcer les capacités des ministères en charge de l'Éducation en collaboration avec le CONASUR à travers l'élaboration d'un guide pour la gestion des catastrophes dans les écoles et en assurant la formation du personnel de l'éducation. (Elaboration d'un guide, formation des formateurs et des relais, sensibilisation dans les écoles)	SP/CONASUR	MENA, MESS, MJFPE, MERH, UNICEF, PLAN-Burkina, IGEDD		X	X			1 535 200 000 FCFA ou 3 070 000 dollars	
	3.5.2 Elaborer des plans de gestion des	SP/CONASUR	MENA, MESS,		X				99 600 000 FCFA ou	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
	catastrophes dans les écoles afin de renforcer leur résilience (rencontres dans les régions, documentation)		MJFPE, MASSN, MERH, Ministère en charge des infrastructures, UNICEF, PLAN-Burkina et autres ONG						199 200 dollars	
	3.5.3 Renforcer les capacités des structures éducatives (préscolaires, primaires, post-primaires, secondaires, etc.) en prévention et gestion des catastrophes (Equipes scolaires formées, procédures standard des opérations pour la réponse aux catastrophes, exercices et simulations)	SP/CONASUR	DGPC, CROIX-ROUGE, MENA, MESS, MJFPE, MASSN, MERH, Ministère en charge des infrastructures, UNICEF, PLAN-Burkina et autres ONG, Collectivités territoriales		X	X	X	X	1 923 480 000 FCFA ou 3 846 960 dollars	
	3.5.4 Assurer la continuité de l'éducation dans les situations d'urgence (faire l'état des lieux de l'existant des capacités d'accueil dans chaque province, procéder à l'acquisition de nouveaux abris, sensibiliser les communautés pour le relogement communautaire des victimes, restaurer les écoles)	SP/CONASUR	MENA, MESS, MJFPE, MASSN, DGPC, MERH, Ministère en charge des infrastructures, Ministère de la défense, les collectivités territoriales, Croix-Rouge, HCR, ONU-Habitat, PLAN/Burkina et autres ONG,	X	X	X	X	X	502 800 000 FCFA ou 1 005 600 dollars	
3.6 Education pour la réduction des risques et résilience (CSS3): Assurer la formation des formateurs/trices	3.6.1 Organiser des sessions de formation des formateurs/trices sur la thématique de la réduction des risques et la préparation à la réponse aux acteurs du secteur de l'éducation (cadres du Ministère de	SP/CONASUR	MENA, MESS, MJFPE, MERH, UNICEF, PLAN-Burkina, IGEDD		X	X			3 824 300 000 FCFA ou 7 648 600 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
dans le système éducatif formel	l'éducation, cadres pédagogiques, directeurs d'école, etc.).									
	3.6.2 Intégrer la thématique de la réduction des risques dans les curricula des centres de formation d'enseignants en se basant sur l'Evaluation Conjointe Rapide des Besoins d'Education (ECRBE) en situations d'urgence	SP/CONASUR	MENA, MESS, MJFPE, MASSN, MERH, UNICEF, PLAN-Burkina, IGEDD	X	X				7 200 000 FCFA ou 14 400 dollars	
	3.6.3 Mettre en œuvre un plan de suivi des formations données	SP/CONASUR	MENA, MESS, MJFPE, MASSN, MERH, UNICEF, PLAN-Burkina, IGEDD		X	X			25 920 000 FCFA ou 51 840 000 dollars ou	
3.7 Education pour la réduction des risques et résilience (CSS3) : Intégrer la problématique RRC et PRU (ainsi que du changement climatique) dans les curricula scolaires	3.7.1 Introduire la problématique RRC dans des curricula scolaires adaptés à chaque niveau, préscolaire, primaire, post-primaire et secondaire	SP/CONASUR	MENA, MESS, MJFPE, MASSN, MERH, UNICEF, PLAN-Burkina, IGEDD	X	X				72 000 000 FCFA 144 000 dollars	
	3.7.2 Elaborer des documents et matériels d'appui à la formation scolaire (manuels didactiques, jeux, etc.) et assurer la formation des enseignants, animateurs et encadreurs pédagogiques.	SP/CONASUR	MENA, MESS, MJFPE, MASSN, MERH, UNICEF, PLAN-Burkina, IGEDD		X	X			5 145 580 000 FCFA ou 10 291 160 dollars	
	3.7.3 Mettre en place un système d'évaluation de l'enseignement sur la thématique RRC	SP/CONASUR	MENA, MESS, MJFPE, MASSN, MERH, UNICEF, PLAN-Burkina, IGEDD		X				20 000 000 FCFA ou 40 000 dollars	
	3.7.4 Mesurer l'étendue et l'impact de ces formations au niveau des bénéficiaires	SP/CONASUR	MENA, MESS, MJFPE, MASSN, MERH, UNICEF, PLAN-Burkina, IGEDD			X		X	10 000 000 FCFA ou 20 000 dollars	
3.8 Education pour la réduction des risques et résilience (CSS3) : Promouvoir la RRC et la PRU au niveau de	3.8.1 Mettre en place un programme universitaire ou postuniversitaire (niveau Master) sur la thématique de la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique afin de former les nouvelles	SP/CONASUR	MESS, IGEDD, BAD, OIF, DGPC (I.S.E.P.C.), ISSH, UEMOA		X	X			34 000 000 FCFA ou 68 000 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
l'enseignement supérieur (les universités et autres écoles) et de la recherche	générations de décideurs politiques, cadres techniques et chercheurs.									
	3.8.2 Mener une étude pour identifier les universités dans des divers pays africains offrant de tels programmes afin de promouvoir l'échange Sud-Sud entre les Universités du Burkina Faso et ces autres universités ou centres de recherche. (05 voyages d'études)	SP/CONASUR	MESS, IGEDD, BAD, OIF, DGPC (I.S.E.P.C), ISSH, UEMOA, WASCAL		X	X				47 500 000 FCFA 95 000 dollars
3.9 L'éducation sur la RRC et la PRU dans le système non formel	3.9.1 Inclure des programmes de sensibilisation sur la RRC et PRU au niveau de l'éducation non formelle (éducation/alphabétisation des adultes).	SP/CONASUR	MENA, MJFPE, MASSN, MERH, UNICEF, PLAN-Burkina, IGEDD, Tin-Tua, A2N		X	X	X		9 000 000 FCFA ou 18 000 dollars	
III. Intégration de la RRC dans le système de santé publique										
3.10 Système d'information de santé	3.10.1 Mettre à jour régulièrement la base de données électronique sur la santé, y compris les données sur la population selon le sexe et le groupe d'âge, la couverture vaccinale, les maladies dominantes, les groupes vulnérables (personnes âgées, nourrissons, femmes enceintes/allaitantes, handicapés, malades chroniques nécessitant des médicaments et du traitement, etc.) aux niveaux national et local.	Ministère de la Santé	SP/CONASUR, UNICEF, PLAN/Burkina, Croix-Rouge, Tdh, OMS	X	X	X	X	X	83 850 000 000 FCFA ou 167 700 000 dollars	
3.11 Evaluation du système de santé	3.11.1 Mener des évaluations structurelles, non-structurelles et fonctionnelles de tous les hôpitaux existants, en utilisant l'indice OMS pour l'évaluation de la sécurité des hôpitaux afin d'évaluer leur fonctionnement pendant et après les situations d'urgence.	SP/CONASUR	MS, UNICEF, PLAN-Burkina, Croix-Rouge, Tdh, OMS, MDM, MSF, OCADES		X	X			288 000 000 FCFA ou 576 000 dollars	
3.12 Initier une campagne sur les « Hôpitaux sûrs ».	3.12.1 Etablir une carte d'identité des établissements de santé avec un minimum de standard de sécurité vis-à-vis des divers aléas naturels en leur de plans d'action pour un renforcement physique (retrofitting) des	SP/CONASUR	MS, UNICEF, Collectivités territoriales, PLAN-Burkina, Croix-Rouge,		X	X			218 400 000 FCFA ou 436 800 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
	structures de santé dans les zones à risque.		Tdh, OMS, MDM, MSF, OCADES							
3.13 Evaluations régulières des risques à la santé publique	3.13.1 Réaliser régulièrement des évaluations des risques à la santé publique et des capacités de réponse des services de santé (disponibilité des travailleurs de la santé, nombre de lits, nombre de salles d'opération, nombre d'unité de soins intensifs, capacité de réaction des travailleurs de la santé en cas d'urgence, l'accès aux établissements de soins de santé, etc.)	SP/CONASUR	MS, UNICEF, PLAN/Burkina, Collectivités territoriales, Croix-Rouge, Tdh, OMS, MDM, MSF, OCADES,		X	X	X	X	41 881 575 553 FCFA ou 83 763 151 dollars	
3.14 Formations universitaires	3.14.1 Intégrer des modules sur la prévention et la gestion des catastrophes dans le cursus universitaire pour les étudiants et à la formation post-grade du personnel de santé	SP/CONASUR	MS, MESS, Universités publiques et privées, OIF, OMS, UNICEF, MSF, MDM	X	X				495 384 015 FCFA ou 990 768 dollars	
IV. Intégration de la RRC dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles										
3.15 Méthodologies pour les études d'impact environnemental	3.15.1 Introduire des éléments relevant des risques des catastrophes, y compris les risques associés à la variabilité et au changement climatique, dans les méthodologies pour les études d'impact environnemental.	SP/CONEDD	SP/CONASUR, IGEDD, FEM, PNUD, PNUE, DGPC, BUMIGEB		X				14 000 000 FCFA ou 28 000 dollars	
3.16 Vulgarisation du cadre normatif pour la prise de conscience de la bonne gestion de l'environnement	3.16.1 Elaborer des outils et matériels de vulgarisation de la législation et des politiques environnementales auprès des institutions gouvernementales décentralisées (niveau régions – départements - provinces) et auprès des communautés locales dans un langage accessible.	SP/CONEDD	SP/CONASUR, DGPC, FEM, PNUD, PNUE, BUMIGEB		X	X			1 472 000 400 FCFA ou 2 944 800 dollars	
3.17 Gestion des eaux usagées, déchets et autres polluants	3.17.1 Doter les services techniques municipaux et du MERH de moyens techniques et financiers pour la mise en place et le contrôle des mesures visant la gestion des eaux usées, la	SP/CONASUR	MERH/ DGPEDD, IGEDD, les collectivités territoriales,		X	X	X	X	1 502 000 000 FCFA ou 3 004 000 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
	collecte, la décharge, la transformation des déchets, autres polluants etc. afin de réduire les risques pour la santé des communautés exposées.		LNSP, CEAS, FEM, PNUD, PNUE							
3.18 Sensibilisation du public	3.18.1 Organiser 15 séances de sensibilisation du public, en ciblant plus spécifiquement les jeunes, pour la Journée Mondiale de l'Eau ou la Journée Mondiale de l'Environnement, Journée Mondiale de la Santé	SP/CONASUR	MERH/ DGPEDD, IGEDD, MS, MENA, MESS, MJFPE, les collectivités territoriales, les médias publics et privés LNSP, CEAS, FEM, PNUD, PNUE	X	X	X	X	X	40 500 000 FCFA ou 81 000 dollars	
V. Intégration de la RRC dans le secteur de l'agriculture, l'élevage, la sécurité alimentaire										
3.19 Compréhension des notions de risque de catastrophe au niveau du secteur agricole et de l'élevage	3.19.1 Organiser des séances de sensibilisation pour vulgariser le principe de la prévention des risques de catastrophes, y compris les risques associés à la variabilité et au changement climatique dans les programmes du secteur agricole et de l'élevage (Elaboration de modules, séances de sensibilisation du public)	SP/CONASUR	MARHASA, MRA, MERH, les collectivités territoriales, les médias publics et privés, PNUD, BAD, UE, ECHO, USAID, PAM, CRS, FAO, UNICEF, les Agences de Coopération	X	X	X	X	X	6 960 000 FCFA ou 13 920 dollars	
3.20 Mesures de réduction des risques	3.20.1 Organiser des ateliers de formation et de sensibilisation des populations sur la mise en œuvre des mesures et le maintien des équipements mis à disposition à travers des projets notamment pour l'irrigation, la gestion des systèmes d'eau, conservation des eaux pluviales pour l'arrosage et l'usage ménager, et des structures de stockage agricole, afin	SP/CONASUR	MARHASA, MRA, ONG, MERH, les collectivités territoriales, les médias publics et privés, PNUD, BAD, UE, ECHO, USAID, PAM,		X	X	X	X	78 000 000 FCFA ou 156 000 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
	de réduire l'impact potentiel des aléas naturels (sécheresse, pluviométrie excessive, etc.) sur les populations les plus vulnérables. (13 ateliers)		CRS, FAO, ACF, UNICEF, les Agences de Coopération							
3.21 Greniers de sécurité alimentaire	3.21.1 Constituer des greniers de sécurité alimentaire dans les régions. Construction de 04 magasins (Fada N'Gourma, Dédougou, Ouahigouya et Ouagadougou) et approvisionnement	SP/CONASUR	MARHASA/ SONAGESS, les collectivités territoriales, les médias publics et privés, PNUD, BAD, UE, ECHO, USAID, PAM, CRS, FAO, UNICEF, Save The Children, les Agences de Coopération	X	X	X	X	X	1 710 000 000 FCFA ou 3 420 000 dollars	
	3.21.2 Renforcer des hangars de stockage et conservation des semences au niveau des communautés.	MARHASA	MARHASA/ SONAGESS, les collectivités territoriales, les médias publics et privés, PNUD, BAD, UE, ECHO, USAID, PAM, CRS, FAO, UNICEF, Save The Children, les Agences de Coopération	X	X	X	X	X	877 500 000 FCFA ou 1 755 000 dollars	
VI. Intégration de la RRC dans l'aménagement du territoire, l'urbanisme et la construction										
3.22 Aménagement du territoire, urbanisme et construction	3.22.1 Veiller à l'application des normes en matière de conception et de construction couvrant l'ensemble des infrastructures pour s'assurer qu'elles peuvent résister aux calamités naturelles.	MHU	SP/CONASUR, MERH, CFAC, LNBTP, GUF, Voirie, DGPC, les médias publics et privés, Promoteurs		X	X	X	X	PM	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
			immobiliers, ONU-Habitat, FEM, PNUD, Cities Alliance, Shelter Afrique							
	3.22.2 Assurer la planification et l'aménagement durable des villes	MHU	SP/CONASUR, MERH, CFAC, LNBTP, GUF, la Voirie, DGPC, les médias publics et privés, Promoteurs immobiliers, ONU-Habitat, FEM, PNUD, Cities Alliance, Shelter Afrique		X	X	X	X	PM	
3.23 Systèmes de contrôle	3.23.1 Renforcer les mécanismes de contrôle des projets de construction et du respect des codes/normes.	MHU	SP/CONASUR, MERH, GUF, Promoteurs immobiliers CFAC, LNBTP, la Voirie, DGPC, ONU-Habitat, FEM, PNUD, Cities Alliance, Shelter Afrique	X	X	X	X		108 000 000 FCFA ou 216 000 dollars	
VII. Les groupes socio-spécifiques (femmes, enfants, personnes âgées, handicapées, etc.) agents de changement pour la réduction des risques de catastrophe										
3.24 Séances de sensibilisation sur le rôle des groupes socio-spécifiques dans la RRC et le PRU	3.24.1 Organiser des séances de sensibilisation sur le rôle des groupes socio-spécifiques dans la réduction des risques et la gestion des catastrophes	SP/CONASUR	MPFG, Cellules de promotion du genre, OSC, ONG, Croix-Rouge, UNFPA, OXFAM, PRGP, MERH, MENA, MESS, MASSN, Ambassades	X	X	X	X	X	46 800 000 FCFA ou 93 600 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
			(Danemark, Canada, Suisse), médias publics et privés, FEM, communautés							
3.25 Séances de sensibilisation sur la violence basée sur le genre (VBG)	3.25.1 Organiser des séances de sensibilisation sur la thématique de la violence basée sur le genre en situation de catastrophe dans les zones les plus vulnérables.	SP/CONASUR	MPFG, Cellules de promotion du genre, UNFPA, OXFAM, PRGP, MERH, MENA, MESS, MASSN, Ambassades (Danemark, Canada, Suisse), médias publics et privés, FEM, OSC	X	X	X	X	X	72 000 000 FCFA ou 144000 dollars	
3.26 Groupe des « Femmes-leaders de la RRC »	3.26.1 Constituer un groupe de « Femmes-leaders de la RRC » pour passer des messages sur le rôle des femmes dans la réduction des risques	SP/CONASUR	MPFG, Cellules de promotion du genre, UNFPA, OXFAM, PRGP, MERH, MENA, MESS, MASSN, Ambassades (Danemark, Canada, Suisse), médias publics et privés, FEM, OSC		X	X	X	X	7 200 000 FCFA ou 14 400 dollars	
Budget total pour la Priorité 3.									148241669968FCFA ou 296483340dollars	

Priorité 4 : Améliorer la préparation pour une réponse efficace, assurer le relèvement et la reconstruction au mieux

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
Priorité 4 : Améliorer la préparation pour une réponse efficace, assurer le relèvement et la reconstruction au mieux										
Résultat attendu : Le Burkina Faso a renforcé l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction.										
4.1 Une coordination efficiente pour la préparation et la réponse aux urgences disponible au Burkina Faso	4.1.1 Créer une Agence Nationale de Gestion des Catastrophes et de Coordination des Actions Humanitaires regroupant toutes les structures œuvrant dans la gestion des catastrophes.	SP-CONASUR	MATDS/DGPC MEF, MDNAC OSC/ONG PM, ONU	X	X				17 000 000 FCFA ou 34 000 dollars	
	4.1.2 Relire les plans existants (plan national multirisques ; épidémies, ORSEC, etc.) en établissant des liens entre eux.	SP/CONASUR	Structures membres desdits plans	X	X				50.000.000 FCFA ou 100 000 dollars	
	4.1.3 Elaborer des plans ORSEC de 2 régions, 32 provinces	MATDS/DGPC	Structures membres du plan ORSEC, SP/CONASUR	X	X	X	X	X	380.000.000 FCFA ou 760 000 dollars	
	4.1.4 Elaborer 06 plans multirisques régionaux.	SP/CONASUR	CORESUR concernés	X	X				48.000.000 FCFA ou 96 000 dollars	
	4.1.5 Sensibiliser tous les acteurs à la préparation et à la réponse aux catastrophes (Communication ; média ; brochures, affiches ; Journée Internationale pour la prévention des catastrophes)	SP/CONASUR	MATDS, OSC/ONG, agences de communication, médias, communautés	X	X	X	X	X	150 000 000 FCFA ou 300 000 dollars	
	4.1.6 Organiser des exercices de simulation pour la mise en œuvre des plans existants	SP/CONASUR	Structures membres des plans multirisques et ORSEC	X	X	X	X	X	250 000 000 FCFA ou 500 000 dollars	
	4.1.7 Doter les démembrements du CONASUR en ressources financières et matérielles pour le fonctionnement et la réalisation de leurs activités	SP/CONASUR	MEF, Démembrements du CONASUR, PTF, ONG, SNU	X	X	X	X	X	125 500 000 FCFA ou 251 000 dollars	
4.2 Capacités de réponse (ressources humaines,	4.2.1 Créer 02 casernes de sapeurs-pompiers (Infrastructures, Équipements)	MATDS/DGPC	MEF, SP/CONASUR, PTF	X	X	X	X	X	1 250 000 000 ou 2 500 000 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
spécialistes, information) bien établies	4.2.2 Renforcer les capacités d'intervention de 03 casernes existantes (Équipements)	MATDS/DGPC	MEF, SP/CONASUR, PTF			X	X	X	1 800 000 000 FCFA ou 3 600 000 dollars	
	4.2.3 Renforcer les compétences des intervenants nationaux en gestion des catastrophes (compréhension de la GRC, gestion de cluster, conception de projets, aspect civil-militaire, normes d'estimation des dégâts, des pertes et de l'évaluation des besoins, etc.) (13 ateliers de formation par an)	SP/CONASUR	Membres du CONASUR OSC/ONG Universités, Centres de recherche	X	X	X	X	X	117 000 000 FCFA ou 234 000 dollars	
4.3 Mécanisme d'alerte précoce centralisé en place	4.3.1 Appuyer le fonctionnement du système d'information et d'alerte précoce (SAP) national multirisque en y intégrant les autres SAP sectoriels.	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, Universités, Centres de recherche, ONG		X	X	X	X	275 000 000 FCFA ou 550 000 dollars	
	4.3.2 Harmoniser des indicateurs afin de pouvoir intégrer les SAP sectoriels	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, Universités, Centres de recherche						5 400 000 FCFA ou 10 800 dollars	
	4.3.3 Rendre l'information hydrologique et météorologique accessible aux populations cibles, à travers les medias d'Etat, les TIC. (Communication media, supports)	SP/CONASUR	DGM, DGRE, ASECNA, Programme SAAGA Ministère de la communication	X	X	X	X	X	200 000 000 FCFA ou 400 000 dollars	
	4.3.4 Valoriser les savoirs/connaissances endogènes (Forum au niveau communautaire, communication media)	SP/CONASUR	OSC/ONG, MENA, MESS, MARHASA, MCT, MRSI	X	X	X	X	X	40 000 000 FCFA ou 80 000 dollars	
4.4 Un système de Gestion de l'information intégré développé	4.4.1 Faire l'état des lieux des indicateurs d'évaluation et les harmoniser pour une meilleure analyse (opérabilité des données)	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, ONG, SNU		X		X		6 000 000 FCFA ou 12 000 dollars	
	4.4.2 Renforcer les capacités des points focaux afin d'améliorer le flux des données	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, PTF OSC/ONG	X	X	X	X	X	12 000 000 FCFA ou 24 000 dollars	
	4.4.3 Renforcer la collaboration avec le réseau de communicateurs et les media pour la diffusion des infos sur les risques, les causes et réponses des catastrophes au Burkina Faso	SP/CONASUR	ACGRC/BF, media PTF, OSC/ONG	X	X	X	X	X	20 000 000 FCFA ou 40 000 dollars	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
	4.4.4 Vulgariser les informations produites par le CILSS, ACMAD et autres Centres de recherche (02 ateliers par an)	SP/CONASUR	Etat, PTF, OSC/ONG, ACGRC/BF	X	X	X	X	X	54 000 000 FCFA ou 108 000 dollars	
4.5 Ressources opérationnelles (matériel, équipement) disponibles	4.5.1 Evaluer la capacité de la chaîne logistique et sa sécurisation incluant les aéroports/aérodromes (consultant et atelier de restitution)	MATDS/DGPC	SPCONASUR, MITD, ASECNA, MDNAC			X			18 000 000 FCFA ou 36 000 dollars	
	4.5.2 Renforcer les moyens logistiques surtout aériens afin d'améliorer l'assistance dans les zones à accès difficile	MDNAC	MATDS/DGPC, SP/CONASUR	X	X	X	X	X	PM	PM
	4.5.3 Renforcer le dispositif existant et établir un numéro vert à 2 ou 3 chiffres. (Numéro vert, renforcement de capacités, Brigade mobile, communication)	SP/CONASUR	ARCEP, ONATEL, Téléphonies mobiles PTF	X	X	X	X	X	30.000.000FCFA ou 60 000 dollars	
	4.5.4 Développer des protocoles de communication entre toutes les parties prenantes de la prévention et gestion des risques à travers un atelier	SP/CONASUR	Tous les chefs de file sectoriels	X					3 600 000 FCFA ou 7 200 dollars	
	4.5.5 Mettre en place des stocks de sécurité surtout dans les régions à accès difficile.	SP/CONASUR	Démembrements du CONASUR ; SONAGESS ;MEF, PTF		X	X	X	X	PM	
	4.5.6 Améliorer les capacités de stockage	SP/CONASUR	Démembrements du CONASUR ; SONAGESS ;MEF, PTF	X	X	X	X	X	PM	
	4.5.7 Établir des accords avec les autorités nationales afin de faciliter le libre passage de ressources de télécommunications pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe	ARCEP	MEF, SP/CONASUR	X	X				PM	
	4.5.8 Préparer des procédures bien définies et souples pour l'usage de la Direction Générale des Douanes, du Ministre des Finances et du Ministère des Affaires Etrangères, pour assurer le passage rapide et gratuit des cargaisons d'assistance humanitaire envoyées par des partenaires de confiance.	MEF	MAECR, MATDS, SP/CONASUR	X	X	X	X	X	PM	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
4.6 Des plans de Relèvement élaborés	4.6.1 Elaborer un Plan/Cadre National pour le Relèvement qui sera mis en lien avec le Plan multirisque, Plan ORSEC, etc.	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, SNU, ONG		X				18 000 000 FCFA ou 36 000 dollars	
	4.6.2 Elaborer des Plans/Cadres Sectoriels pour le Relèvement (déplacement des populations, VBG, accès aux services, insécurité alimentaire, maladies, épidémies, etc.).	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, SNU, ONG						3 600 000 FCFA ou 7 200 dollars	
	4.6.3 Organiser des séances de sensibilisation et de formation auprès des structures étatiques, ONG, Croix Rouge, partenaires à la coopération (y compris SNU) afin de s'assurer que les parties intervenantes ont une bonne compréhension de l'importance de la planification pour le relèvement, la reconstruction et la réhabilitation avant qu'une catastrophe ne surgisse.	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, SNU, ONG	X					12 600 000 FCFA ou 25 200 dollars	
	4.6.4 Organiser des ateliers de formation annuels sur la méthodologie d'évaluation des besoins post catastrophe (Post-Disaster Needs Assessment, PDNA) sur la base des modules de formation et des guides existants auprès de l'initiative jointe PNUD – Union Européenne – Banque Mondiale.	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, SNU, ONG		X	X	X	X	7 200 000 FCFA ou 14 400 dollars	
4.7 Mécanisme d'allocation des ressources/ Financement bien fonctionnel	4.7.1 Organiser 02 ateliers (élaboration et validation) sur la procédure de financement et les modes de saisine du fonds d'urgence (FONAGEC)	SP/CONASUR	Chefs de file sectoriels, SNU, ONG		X				8 400 000 FCFA ou 16 800 dollars	
4.8 Capacités de préparation et de réponse aux urgences du système de santé en place	4.8.1 Mettre à jour le plan national de préparation aux urgences du secteur de santé et de l'aligner avec le plan national de contingence.	MS	SP/CONASUR, MEF, Chefs de file sectoriels, PTF	X	X	X	X	X	PM	
	4.8.2 Établir des plans de réponse aux urgences pour le système de santé au niveau des régions et au niveau local	MS	SP/CONASUR, MEF, Chefs de file sectoriels, PTF	X	X	X	X	X	8 160 000 000 FCFA ou 16 320 000 dollars	
	4.8.3 Mettre en place un plan de contingence pour la prise en charge et le traitement des malades chroniques pendant et après les situations d'urgence.	MS	SP/CONASUR, MEF, Chefs de file sectoriels, PTF	X	X	X	X	X	PM	
	4.8.4 Organiser des formations en soutien psychosocial en se basant sur la stratégie de l'OMS dans les	MS	SP/CONASUR, MEF, Chefs de file						420 000 000 FCFA ou 840 000	

Résultats attendus	Activités	Institution responsable pour la mise en œuvre et le suivi	Institution(s) partenaire(s) et/ ou autres partenaires à la mise en œuvre	2016	2017	2018	2019	2020	Ressources financières requises	Ressources financières allouées
	situations d'urgence		sectoriels, PTF						dollars	
	4.8.5 Organiser des sessions de formation du personnel de santé à tous les niveaux pour la préparation et la réponse aux urgences.	MS	SP/CONASUR, MEF, Chefs de file sectoriels, PTF, ONG	X	X	X	X	X	618 000 000 FCFA ou 1 236 000 dollars	
	4.8.6 Former les agents de soins de santé locaux sur la préparation aux situations d'urgence, y compris sur les maladies émergentes à potentiel épidémique.	MS	SP/CONASUR, MEF, Chefs de file sectoriels, PTF, ONG	X	X	X	X	X	3 199 500 000 FCFA ou 6 399 000 dollars	
	4.8.7 Préparer du matériel de sensibilisation en santé publique pour les agents de soins de santé et les populations à risque.	MS	SP/CONASUR, MEF, Chefs de file sectoriels, PTF, ONG	X	X	X	X	X	335 350 000 FCFA ou 670 700 dollars	
	4.8.8 Organiser des exercices pour la préparation et la réponse aux urgences pour les agents de soins de santé dans les collectivités territoriales et assurer une coopération multisectorielle avec d'autres acteurs tels que la Croix-Rouge.	MS	SP/CONASUR, MEF, Chefs de file sectoriels, PTF, ONG	X	X	X	X	X	58 000 000 FCFA ou 116 000 dollars	
	4.8.9 Disponibiliser un stock de vaccins, médicaments, désinfectants, détergents et l'équipement de protection pour les maladies infectieuses et les incidents chimiques et biologiques	MS	SP/CONASUR, MEF, Chefs de file sectoriels, PTF, ONG	X	X	X	X	X	7 259 762 650 FCFA ou 14 519 525 dollars	
Budget total pour la Priorité 4.									24 951 912 150 FCFA ou 49 903 825 dollars	
TOTAL Plan d'action									175 577 752 118 F CFA 351 155 504 dollars	45 080 603 F CFA 90 161 dollars

Liste des acronymes

2IE : Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnemental	CODESUR : Conseil Départemental de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
ACF : Action Contre la Faim	CONAP-GENRE : Conseil National de la Promotion du Genre
ACGRC : Actions des Communicateurs pour la Gestion des Risques de Catastrophes	CONAREF : Commission Nationale pour les Réfugiés
ACMAD : African Centre of Meteorological Application for Development	CONASUR : Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
AFD : Agence Française de Développement	CONEDD : Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable
AGETER : l'Agence d'exécution des Travaux Eaux et Equipements Rural	COPROSUR : Conseil Provincial de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
AGR : Activités Génératrices de Revenus	CRBF : Croix Rouge du Burkina Faso
AMESD : African Monitoring of Environment for Sustainable Development	CREDO : Christian Relief and Development Organization
ANPTIC : Agence Nationale de Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication	CRS : Catholic Relief Service
APIPAC : Association des professionnels de l'irrigation et des Activités Connexes	CRSPC : Comité de Réflexion et de Suivi de la Politique Céréalière
ARCEP : Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes	CSLP : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
AUE : Associations d'Usagers de l'Eau	CSPS : Centre de Santé et de Promotion Sociale
BAD : Banque Africaine de Développement	CT/CNSA : Comité Technique du Conseil National de Sécurité Alimentaire
BNS : Brigade Nationale des Sapeurs-Pompiers	CVD : Comités Villageois de Développement
BSPM : Bataillon des Sapeurs-Pompiers Militaires	DAF : Département chargé de l'Administration et des Finances
BUNASOL : Bureau National des Sols	DAHR : Département chargé de l'Assistance Humanitaire et de la Réhabilitation
CADRI : Initiative pour la Réduction des Risques de Catastrophes (Capacity for Disaster Reduction Initiative)	DAMSSE : Direction de l'Allocation des Moyens Spécifiques aux Structures Educatives
CAH : Cadre d'Action de Hyōgo	DAPF : Direction des Aménagements Pastoraux et du Foncier
CCA : Adaptation au Changement Climatique	DCP : Département chargé de la Coopération et du Partenariat
CCFC : Christian Children's Fund of Canada	DEAP : Direction de l'Approvisionnement en Eau Potable
CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	DEIE : Direction des Etudes et de l'Information sur l'Eau
CHR : Centre Hospitalier Régional	DEP : Département chargé des Etudes et de la Planification
CHU : Centre Hospitalier Universitaire	DFID : Department for International Development (United Kingdom)
CICR : Comité International de la Croix-Rouge	DGADI : Direction Générale des Aménagements Agricoles et du Développement de l'Irrigation
CILSS : Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel	DGEAUE : Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excrétas
CISE : Cellules d'Information et de Surveillance Epidémiologique	DGEB : Direction Générale de l'Education de Base
CMA : Centre Médical avec Antenne chirurgicale	DGESS : Direction Générale des Etudes et Statistiques Sectorielles
CNCN : Conseil National de Concertation en Nutrition	DGFOMR : Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural
CNE : Conseil National de l'Education	DGM : Direction Générale de la Météorologie
CNE : Conseil National de l'Enfant	DGPC : Direction Générale de la Protection Civile
CN-EAU : Conseil National de l'Eau	DGPEDD : Direction Générale de la Préservation de l'Environnement et du Développement Durable
CNGE : Comité National de Gestion des Epidémies	DGPER : Direction Générale de la Promotion de l'Environnement Rurale
CNHPI : Conseil National de l'Hygiène Publique	DGPV : Direction Générale des Productions Végétales
CNID-B : Comité National d'Irrigation et du Drainage du Burkina,	DGRE : Direction Générale des Ressources en Eau
CNPS : Conseil National de Protection sociale	DLVE : Direction de Lutte contre les Violences Faites aux Enfants
CNSA : Conseil National de Sécurité Alimentaire	DPC : Département chargé de la Prévention des Catastrophes
CNSS : Caisse Nationale de Sécurité Sociale	DPS : Document Stratégique Pays
CNUC : Conseil National de l'Urbanisme et de la Construction	

DRASA : Direction Régionale de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
DRERH : Direction Régionale de l'Environnement et des Ressources Halieutiques
E.I.E : Etude d'Impact sur l'Environnement
ECHO : European Commission Humanitarian Aid Office (service de l'UE chargé de l'aide humanitaire et de la protection civile)
ECRBE : Evaluation Conjointe Rapide des Besoins d'Education
ENASAP : Ecole Nationale de Sapeurs-Pompiers
EPVC : Etude Participative des Vulnérabilité et des Capacités des Communautés
FAARF : Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes
FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FASA : Fonds d'Appui à la Sécurité Alimentaire
FEWS-NET : Famine Early Warning Systems Network
FPMA : Fonds pour les Pays les Moins Avancés
GTP : Groupe de Travail Pluridisciplinaire
GTPE : Groupe de Travail pour la Protection de l'Enfant
IDH : Indice de Développement Humain
IEDA : International Emergency and Development Agency
INSD : Institut National de la Statistique et de la Démographie
INSS : Institut National des Sciences de Société
ISEPC : Institut Supérieure d'Etudes de Protection Civile
LONAB : Loterie Nationale du Burkina
MASSN : Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale
MENA : Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
MERH : Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques
MESS : Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur
MJEFP : Ministère de la Jeunesse et de la Formation Professionnelle
MSG : Meteostat Second Generation
N.I.E : Notice d'Impact sur l'Environnement
OCHA : Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires
OMS : Organisation Mondiale de la Santé
ONEA : Office National de l'Eau et de l'Assainissement
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONU-HABITAT : Centre des Nations Unies pour les établissements humains
ORSEC : Organisation de la Réponse de Sécurité Civile
PAA : Programme d'Adaptation en Afrique
PAGEDD : Programme d'Action du Gouvernement pour l'Emergence et le Développement Durable
PAGIRE : Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PANA : Programme d'Action National d'Adaptation à la variabilité et aux changements climatique

PANE : Plan d'Action National de l'Environnement
PAN-LCD : Programme d'Action National de Lutte contre la Désertification
PCD : Plans Communaux de Développement
PDSEB : Programme de Développement Stratégique de l'Education de Base
PN-AEPA : Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement
PNDDAI : Politique Nationale de Développement Durable de l'Agriculture Irriguée
PNE : Politique Nationale de l'Environnement
PNIEDD : Plan National d'Investissement dans l'Environnement et le Développement Durable
PNOCSUR : Plan National d'Organisation et de Coordination du Secours d'Urgence
PNRC : Politique Nationale de Renforcement des Capacités
PNSAN : Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
PNSEDD : Programme National de Suivi des Ecosystèmes et de la Dynamique de la Désertification
PNSR : Programme National du Secteur Rural
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PUMA : Meteorological Transition in Africa Project
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitation
RRC/GRC : Réduction/Gestion des Risques de Catastrophe
SAAGA : Programme d'Augmentation des Précipitations par ensemencement des nuages
SAP : Systèmes d'Alerte Précoce
SCADD : Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SCF : Save the Children Fund
SDR : Stratégie de Développement Rural
SE/CNSA : Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire
SIG : Système d'Information Géographique
SND : Service National pour le Développement
SNSA : Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire
SNU : Système des Nations Unies.
SONABHY : Société Nationale Burkinabè d'Hydrocarbures
SONAGESS : Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire
SONATER : Société Nationale de l'Aménagement des Terres et de l'Equipment Rural
SP/PDSEB : Secrétariat Permanent du Programme Stratégique de l'Education de base
SSA : Services De Santé Des Forces Armées
TBS : Taux Brut de Scolarisation
TDH : Terre des Hommes
TIC : Technologies de l'Information et de la Communication
TNS : Taux Net de Scolarisation
UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNISDR : Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes des Nations unies

ⁱ Source : Rapport du *Post Disaster Needs Assessment* (2010) mené par le Gouvernement, le Système des Nations Unies et la Banque Mondiale.

ⁱⁱ Source : Evaluations menées en 2013 par le Gouvernement et le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

ⁱⁱⁱ Source: CAP 2013.

^{iv} Source: UNICEF. 2013. Statistics Burkina Faso: http://www.unicef.org/infobycountry/burkinafaso_statistics.html. Updated: 18 December 2013

^v Source : Human Development Index (2014) – Burkina Faso, http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/BFA.pdf